

Les méfaits de l'IA et du scrolling au menu de la visite du Pape

Résistantes russes

Mine de Thil: un hommage controversé



La présence d'officiels russes et biélorusses dimanche 27 septembre pour un hommage aux travailleuses forcées par l'Allemagne nazie dans la mine de Tiercelet, entre Longwy et Villerupt, crée la polémique. La diaspora ukrainienne demande au maire de Thil d'annuler la cérémonie. Photo Sébastien Bonetti

Lorraine

Thil: l'hommage aux résistantes russes qui choque les Ukrainiens

Ce 27 septembre, la municipalité de Thil rend une fois de plus hommage aux résistantes russes et biélorusses du groupe Rodina, en présence d'officiels des deux pays. « Une récupération politique », dénonce la diaspora ukrainienne. L'ambassade d'Ukraine en France en demande l'annulation.

La Russie, l'Ukraine et une (petite) partie du monde ont le regard tourné vers Thil dimanche 27 septembre. Dans cette commune située entre Longwy et Villerupt se déroulera en effet une cérémonie en hommage à Rodina. C'est le nom du groupe formé par 37 femmes russes et biélorusses ayant été travailleuses forcées par l'Allemagne nazie dans la mine de cette commune lorraine avant de s'évader le 8 mai 1944 puis de participer activement à la résistance. Lors de cet événement, des officiels de Russie et de Biélorussie seront présents. Ce qui a déclenché la colère de la communauté ukrainienne, en raison de la guerre qui oppose leur pays à leurs voisins, c'est le point presse donné le 15 septembre par Maria Zakharova, porte-parole du ministère des Affaires Étrangères russe, dont des extraits ont été relayés sur le compte Facebook de l'ambassade de Russie en France le 18 septembre. Elle y fait la promotion de cette manifestation, y indique que celle-ci est soutenue financièrement par



Le travail de mémoire autour du camp de la mine de Thil et du groupe Rodina est ancien et se concrétise chaque année un peu davantage. Photo Sébastien Bonetti

PJSC Tatneft, dont la filiale Tatneft-Samara est sous sanctions de l'Union européenne, et termine son discours par ces mots : « Dans le contexte de la crise profonde qui marque les relations avec la France officielle d'aujourd'hui, provoquée par la politique antirusse des dirigeants actuels de Paris, il est plus important que jamais de préserver la mémoire de leur sacrifice et de leurs exploits, ainsi que celle de la véritable fraternité d'armes soviéto-française dans la lutte

contre le nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale. » Une récupération politique qui ne passe pas (lire par ailleurs).

Deux œuvres

Mais que comptent éviter à tout prix les organisateurs. « On organise des cérémonies de ce type depuis des décennies. Ce qui nous motive est seulement la mémoire du camp de Thil, annexe du camp de concentration du Struthof, devenu nécropole nationale,

de la mine et du groupe Rodina. L'objectif des municipalités qui se succèdent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce sont uniquement les faits, l'histoire, et pas les manipulations et les récupérations », explique Stéphane Brusco, le maire.

Lors de l'hommage, deux œuvres seront dévoilées : la première, La Partisane, a été commandée par l'État russe à l'artiste Vladimir Sourovtsév ; la seconde, Hommage au détachement Rodina, émane d'un

collectif de l'Académie biélorusse des arts de Minsk. « Les deux ont été acheminées par un sponsor (l'entreprise pétrolière PJSC Tatneft, N.D.L.R.) que je ne connais pas. Mais tout ce qu'on fait depuis des années, et donc pour dimanche, on le fait en liens étroits avec l'État français et le ministère des Affaires étrangères, qui autorise et valide tout, jusqu'à la liste des invités et les discours », poursuit le premier magistrat. Qui comprend et n'élude pas la polémique. « J'ai reçu l'association Ad pacem et je comprends totalement leur position. Je ne chasse pas le présent. »

Dissensions communistes

« Détail » qui compte, Stéphane Brusco est encarté au Parti communiste français. En 2025, Pierre-Alexandre Virgilio, porte-parole du PCF pour la troisième circonscription de Meurthe-et-Moselle et ancien élu à Thil, avait « perturbé » la cérémonie. Et il annonce qu'il remettra ça dimanche en tournant le dos aux officiels lors de l'hymne russe : « On a une responsabilité. Les gens qui ont un minimum de culture politique et de sensibilité aux droits humains et à la souveraineté des peuples sont choqués par ce qui va se passer ici. On ne peut salir ainsi la mémoire et l'histoire du groupe Rodina, de cette sale guerre de 1939-1945 et de toutes les guerres, y compris celle qui se joue en Ukraine. On ne doit pas balayer ce qui se passe là-bas. »

La diaspora dénonce une « instrumentalisation »

L'affaire a fait grand bruit tout ce mercredi 23 septembre. Au point que l'ambassade d'Ukraine en France s'en est même saisie dans l'après-midi. Elle a adressé un courrier de trois pages au maire de Thil pour lui demander d'annuler la cérémonie ou de ne pas y participer : « L'ambassade de Russie a utilisé publiquement cette cérémonie dans le cadre d'un discours politique contemporain relatif aux relations franco-russes. Dans ces conditions, nous estimons que la manifestation revêt un caractère manifestement politique et propagandiste qui dépasse celui d'une simple cérémonie commémorative locale. Il appartient aux autorités françaises locales de veiller à ce que la mémoire des victimes du nazisme et des résistants ne soit pas instrumentalisée à des fins de communication politique ou d'influence par un État étranger. »

De quoi rassurer l'association locale Ad Pacem pour la paix et contre la guerre, la première à s'être interrogée : « Nous avons rencontré le maire. On ne peut accepter que des représentants d'un système totalitaire qui emprisonne, torture et déporte participent à une telle cérémonie officielle chez nous », glisse Claude Pantaleoni, son président. Si l'événement est maintenu, il invite les membres à se rendre à Thil pour manifester leur désapprobation.

Communication politique

Pour la Messine Violeta Moskalu, présidente de Global Ukraine, pas question de laisser passer une telle récupération politique russe dans sa région : « Qui a autorisé cette opération ? Qui a financé et organisé l'importation des sculptures russes et biélorusses ? Dans quelles conditions juridiques ces monuments



La diaspora ukrainienne de Lorraine désapprouve l'organisation de cette cérémonie. Photo Simon Guerin

sont-ils offerts à une commune française ? Quelles autorités russes et biélorusses seront présentes ? La conformité de l'ensemble de l'opération avec les sanctions européennes visant la Russie et la Biélorussie a-t-elle été vérifiée ? » Elle ne remet pas en cause le

rôle joué par ces 37 femmes soviétiques du détachement Rodina : « Elles méritent un hommage sincère. Mais pas celui d'une complaisance avec le régime du Kremlin. Leur mémoire ne peut pas servir aujourd'hui d'instrument de communication politique à Moscou. » Le

soutien financier au projet par PJSC Tatneft, l'un des grands groupes pétroliers russes ne passe pas non plus : « Depuis juillet 2026, Tatneft-Samara, filiale de PJSC Tatneft est sous sanctions de l'Union européenne. »

● Philippe Marque